

Déclaration de l'UNSA

Les semaines qui nous séparent maintenant de la rentrée nous permettent de voir fonctionner les nouveaux rythmes dans les 128 communes qui ont fait le choix de démarrer dès cette année dans notre département.

Il serait audacieux de tirer d'ores et déjà quelque bilan que ce soit.

Cependant, sur le terrain, des enseignants peuvent témoigner des améliorations apportées à leur pratique et à la semaine de leurs élèves, mais aussi des difficultés voire des dysfonctionnements.

Dans certaines communes, d'évidents problèmes quant à l'organisation de la journée et de la semaine de l'enfant persistent :

- **Organisation horaire et de la semaine inadaptées rendant les élèves plus fatigables.**
- **Pause méridienne allongée en maternelle avec obligation, pour les élèves déjeunant sur place, de participer aux Tap sur ce créneau,**
- **Contenu des Tap limité voire inexistant,**
- **Mauvaise articulation temps scolaire et péri-scolaire remettant en cause parfois la sécurité des élèves,**
- **Gestion des locaux (salles de classe notamment) et du matériel**
- **Place des 108 heures (APC, animations pédagogiques....) dans certains emplois du temps**

Ces non-sens ont des répercussions directes sur l'efficacité de l'enseignement dispensé par les enseignants ainsi que sur leurs conditions de travail.

Force est de constater que là où les difficultés sont les plus prégnantes, la concertation entre les différents acteurs a fait défaut. Même si les questions budgétaires et de transport notamment pour les communes rurales sont de réelles préoccupations à mettre au cœur du débat, elles ne doivent **pas occulter l'expertise des équipes enseignantes, à notre sens pas suffisamment considérée.**

Pour l'UNSA, la procédure de concertation sur les rythmes doit nécessairement passée par la consultation des conseils d'école. Leur rôle est essentiel pour échanger et débattre d'un sujet engageant l'avenir des élèves. De même qu'un temps suffisant doit être libéré pour que les équipes enseignantes puissent se concerter sur cette question.

Par ailleurs, ignorer la mise en œuvre réussie de la réforme dans certaines communes grâce aux concours de tous les acteurs serait méconnaître le terrain et tronquer la réalité sous prétexte d'un affichage de circonstance tout comme **nier les problèmes et les difficultés rencontrés par d'autres.**

Nous vous ferons donc part dans cette instance d'un certain nombre de situations remontées du terrain afin que des ajustements voire des remises à plat soient opérés dans l'intérêt de tous et surtout des élèves.